

Brochure n° 3051

Convention collective nationale

IDCC : 567. – **BIJOUTERIE, JOAILLERIE, ORFÈVREURIE
ET ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT**
(12^e édition. – Novembre 2002)

ANNEXE DU 26 JANVIER 2005
À L'ACCORD SUR LE RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET0550293M

IDCC : 567

Les partenaires sociaux de la convention collective nationale de la BJOC, conformément à l'article 27 de ladite convention ont signé un accord paritaire instaurant les niveaux de garanties du régime de prévoyance obligatoire au profit des salariés cadres et non cadres de la branche. Cét accord désigne les organismes assureurs chargés de l'assurance et de la gestion dudit régime.

Le présent « Contrat de garanties collectives » a pour objet de formaliser l'acceptation de l'union nationale de prévoyance de la mutualité française, ci-après dénommée UNPMF, et de l'organisme commun des institutions de rente et de prévoyance, ci-après dénommé OCIRP, de préciser les modalités de leurs obligations vis-à-vis de la branche professionnelle et des partenaires sociaux.

Par la signature de ce contrat, l'UNPMF, et l'OCIRP acceptent leur désignation en qualité d'organismes assureurs, et en qualité d'organisme gestionnaire en ce qui concerne la seule UNPMF. Ils acceptent de garantir les prestations prévues par l'accord paritaire de branche du 26 janvier 2005 à la convention collective nationale de la BJOC, aux taux de cotisation fixés par celui-ci.

Le présent « Contrat de garanties collectives » est ainsi conclu entre : les partenaires sociaux signataires de l'accord paritaire du 26 janvier 2005 à la convention collective nationale de la BJOC,

D'une part, et

L'UNPMF, relevant du livre II du code de la mutualité assureur des risques décès, incapacité temporaire de travail et invalidité-incapacité permanente professionnelle, agissant pour son compte et pour le compte de l'OCIRP, union d'institutions de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale assureur des risques rentes éducation et rentes de conjoint,

D'autre part,

Article 1^{er}

Assiette des cotisations. – Exonérations

Est soumis à cotisations le salaire brut total de l'ensemble du personnel visé par l'accord paritaire du 26 janvier 2005 à la convention collective, y compris les primes à périodicité plus longue que le mois. Le salaire cotisable se décompose comme suit :

- tranche A (TA) : partie de salaire inférieure au plafond mensuel de la sécurité sociale ;
- tranche B (TB) : partie de salaire comprise entre le plafond mensuel de la sécurité sociale et quatre fois son montant.

Par ailleurs, dès lors que le salarié bénéficie de prestations du régime de prévoyance liées à une incapacité temporaire de travail, une invalidité ou une incapacité permanente professionnelle, ces prestations sont exonérées de toute cotisation due au titre de l'accord paritaire du 26 janvier 2005.

Article 2

Clause de sauvegarde

En cas de modifications réglementaires ou législatives, modifiant :

- soit les taux de CSG et de CRDS précomptées sur les prestations du régime de base ;
- soit les obligations mises à la charge des assureurs.

Le montant des prestations complémentaires versées au titre du présent contrat sera maintenu au niveau en vigueur au jour de sa signature.

Article 3

Délais de prescription

Versement des capitaux ou rentes suite à décès

Les demandes non présentées dans un délai de 10 ans suivant la date du décès ne donneront pas lieu au versement des prestations, sauf cas de force majeure.

Versement des capitaux ou rentes suite à invalidité absolue et définitive ou incapacité permanente professionnelle d'un taux de 100 %

Les demandes non présentées dans un délai de 2 ans suivant la date d'attribution par la sécurité sociale de la pension d'invalidité ou de la rente pour accident du travail au taux de 100 % ne donneront pas lieu au versement des prestations, sauf cas de force majeure.

Versement des indemnités journalières ou rentes suite à incapacité temporaire de travail, invalidité ou incapacité permanente professionnelle

Les demandes non présentées dans un délai de 2 ans suivant la date de l'arrêt de travail ou de la date d'attribution par la sécurité sociale de la pension d'invalidité ou de la rente d'incapacité permanente ne donneront pas lieu au versement des prestations, sauf cas de force majeure.

Article 4

Subrogation

Les organismes assureurs sont subrogés aux salariés victimes d'un accident dans leur action contre les tiers responsables et en ce qui concerne les seules dépenses supportées par lui.

Article 5

Principes de fonctionnement des adhésions

L'adhésion de chaque entreprise ou établissement est régie dans son fonctionnement administratif par les conditions générales de l'UNPMF et de l'OCIRP, pour tous les points qui ne seraient pas stipulés dans l'accord paritaire du 26 janvier 2005 à la convention collective nationale de la BJOC ou dans le présent « Contrat de garanties collectives ».

Article 6

Effet. – Durée

Le présent « contrat de garanties collectives » aura un effet et une durée identiques à ceux prévus par l'accord paritaire du 26 janvier 2005.

Il pourra toutefois être résilié :

- par les partenaires sociaux à la suite d'un accord à la convention modifiant les organismes assureurs désignés ;
- par les organismes assureurs désignés ;
- par l'un quelconque des signataires de l'accord paritaire du 26 janvier 2005 notamment du fait de la dénonciation ou de la remise en cause dudit accord.

Un préavis de 6 mois devra être respecté dans les 3 cas, et l'auteur de la résiliation devra faire part de celle-ci par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à toutes les autres parties prenantes du présent « Contrat de garanties collectives ».

En cas de dénonciation de la convention collective ou de l'accord paritaire du 26 janvier 2005, de résiliation du « Contrat de garanties collectives », quel qu'en soit l'auteur, ou en cas de changement d'organisme assureur, les prestations en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation.

La poursuite des revalorisations futures, ainsi que le maintien de la garantie décès (capital, rentes éducation et de conjoint) au profit des personnes en cours d'indemnisation à la date de résiliation du contrat devront faire l'objet d'une négociation avec les organismes assureurs suivants, conformément aux dispositions de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale.

Fait à Paris, le 26 janvier 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération française BJOC ;

Fédération nationale artisanale des métiers d'art et de création ;

Organismes assureurs, l'UNPMF.

Syndicats de salariés :

Fédération générale des mines et de la métallurgie CFDT ;

Fédération Force ouvrière de la métallurgie (CGT-FO) ;

Fédération des cadres, de la maîtrise et des techniciens de la métallurgie CFE-CGC ;

Fédération de la métallurgie CFTC ;

Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT.